

Points Saillants

enb.iisd.org/cities/UCLG/executive-bureau-2021

- Les réunions de 2021 du Bureau exécutif de [Cités et Gouvernements Locaux \(CGLU\)](#) se sont concentrées sur la mise en place des soins au Centre de prestation de services locaux pour un rétablissement inclusif de la pandémie de COVID-19.
- La dernière réunion a progressé sur la proposition de Charte de Lampedusa, qui vise à faire évoluer le discours sur la migration vers une approche de la mobilité fondée sur les droits de l'homme et qui reconnaît le pouvoir des soins et la valeur des communautés.
- CGLU a officiellement rejoint l'[Initiative UHC2030](#) pour la réalisation des soins de santé universels et le renforcement des relations entre les mouvements municipaux et sanitaires.

[CGLU](#) est la plate-forme mondiale qui représente et défend les intérêts des autorités locales devant la communauté internationale et qui œuvre pour donner aux villes plus d'influence politique en matière de gouvernance mondiale.

Le Bureau Exécutif de CGLU est chargé d'initier les propositions et d'exécuter les décisions du Conseil Mondial de CGLU. Composé de 115 membres, il se réunit deux fois par an.

Au milieu de la pandémie de COVID-19, le Bureau exécutif de CGLU s'est réuni du 18 au 20 mai et s'est concentré sur le thème «Les soins de santé au cœur de la prestation de services locaux pour une relance inclusive». La réunion a regroupé 300 maires et conseillers et bien qu'elle se soit tenue en mode virtuel, elle a réussi à se donner l'énergie, le feeling et l'optimisme d'une réunion en mode présentiel. Les sessions ont été modérées de manière réactive, accordant suffisamment de temps aux interventions des participants.

Principaux points à retenir

La réunion a poursuivi la consultation sur le projet de [La Charte de Lampedusa](#). La Charte de Lampedusa est née de la tragédie de 2014 où 300 migrants voyageant de Libye vers Italie ont péri au large des côtes de Lampedusa après que le bateau sur lequel ils se trouvaient ait pris feu et ait coulé dans la Méditerranée. La Charte définit une approche de la mobilité humaine fondée sur les droits de l'homme. Elle est axée sur la personne humaine, reconnaissant à la fois le pouvoir des soins de santé et la valeur des communautés et de la diversité. La Charte représente un appel mondial de CGLU à faire évoluer le discours et la gouvernance de la migration de façon à se mettre en conformité avec les pactes mondiaux sur la migration et les réfugiés et avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030

CGLU va maintenant poursuivre la consultation sur la Charte de Lampedusa au niveau régional. La visée en est l'adoption de la Charte lors du prochain Conseil mondial de CGLU en novembre 2021 et son lancement à l'occasion de la Journée mondiale des migrants, le 18 décembre 2021.

CGLU a officiellement rejoint l'[initiative de santé universelle UHC2030](#). Cette démarche sert à renforcer la relation entre les mouvements municipaux et sanitaires. Elle augmentera l'engagement des autorités locales et municipales dans l'effort mondial visant à garantir que les systèmes de santé protègent tout le monde. Les participants à la réunion ont applaudi l'annonce, soulignant que les soins et la santé communautaires sont au cœur du travail des autorités locales et régionales.

Au cours d'un dialogue politique de haut niveau, les participants ont partagé leurs expériences de numérisation accélérée des services publics locaux et régionaux en riposte à la pandémie de COVID-19. Plusieurs participants ont souligné les avantages de la numérisation accélérée, et beaucoup ont mis en exergue la nécessité de veiller à ne laisser personne ni aucun endroit de côté, à mesure que la numérisation progresse. Les participants ont partagé des exemples, notamment l'augmentation de la couverture Internet au sein des communautés et dans les quartiers mal desservis, et la collaboration avec les personnes âgées en vue de renforcer les capacités numériques et de [garantir l'inclusion](#).

Les participants ont également [partagé les efforts](#) que les autorités locales et régionales ont entrepris pour protéger les communautés pendant la pandémie de COVID-19 et ont envisagé des méthodes permettant d'impliquer les membres des communautés dans les décisions qui les maintiendront en sécurité, en bonne santé et engagées dans leurs villes.